

Modrikamen est-il raciste ?

■ La Droite envisage encore un cartel avec le PP et renonce à la fusion.

Le Centre pour l'égalité des chances a ouvert, mercredi, un dossier à l'encontre du président du PP (Parti populaire), Mischaël Modrikamen à la suite de la vidéo qui avait diffusée sur le site du "Peuple", l'organe de propagande du parti. Cette même vidéo qui avait conduit deux experts à affirmer, dans "La Libre", que l'homme avait versé dans l'extrême droite.

"Ce discours est raciste dans le sens où des faits d'actualité – avérés ou faux – sont orientés pour présenter les migrants, les étrangers, les demandeurs d'asile ou les musulmans comme un danger extrêmement important", a affirmé à l'agence Belga Patrick Charlier, coprésident du centre à propos de cette vidéo. Il a également précisé qu'il apparaît prématuré de parler de plainte ou d'action en justice se posant aussi la question "de l'opportunité d'une action qui donnerait plus d'importance à ce discours ou placerait son auteur dans une position victimaire".

Des turbulences

Du côté du parti La Droite, présidé par Aldo-Michel Mungo, un ancien du PP, on s'interroge également. Les deux partis ont entamé il y a plusieurs semaines des discussions dans le but de créer un parti issu de la fusion du PP et de La Droite, conscients qu'ensemble et au vu des récents sondages, ils avaient plus de chances de prendre une place intéressante sur l'échiquier politique. Aldo-Michel Mungo explique, qu'à la suite de cette vidéo, *"les négociations entre nos deux partis connaissent quelques turbulences"*. Prudent, il ajoute : *"La fusion n'est plus d'actualité, mais un cartel pourrait encore être possible"*.

La Droite avait récemment précisé qu'en cas de fusion entre les deux partis, les anciens membres du FN belge n'étaient évidemment pas les bienvenus et qu'il n'était pas question de tenir des discours d'extrême droite. On peut, dès lors, imaginer que les propos tenus par Mischaël Modrikamen sont de nature à rebuter le possible partenaire. Du côté de La Droite, des réunions sur ce sujet devraient se tenir très rapidement pour évaluer la situation.

Stéphane Tassin